SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 1896.

Proposition de Loi concernant les paris et les jeux de Bourse. (Proposition Lejeune.)

(Voir les n^{os} 16 et 54, session de 1895-1896, et 5, 6, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 24, 25, 26, 27 et 29, session de 1896-1897, du Sénat.)

Amendements présentés par le Gouvernement.

ART. 1. (Comme ci-contre.)

ART. 2. (Idem.)

ART. 3. (Idem.)

ART. 4. (Idem.)

ART. 5. Sont nuls, au même titre que les paris ou jeux de Bourse (1); tous gages, promesses, etc. (le reste comme à l'alinéa).

2^e alinéa. (Comme ci-contre.)

3^e alinéa. *Supprimé.*

Art. 6. *Sera puni d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 100 à 5,000 francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui aura sciemment et habituellement servi d'intermédiaire pour des paris ou jeux de Bourse.*

Les peines pourront être portées au double s'il y a eu habituellement abus des besoins, faiblesses ou passions des joueurs.

Le Ministre de la Justice,
BEGEREM.

(1) Le mot « paiements » a été supprimé.

Proposition de loi de M. Lejeune.

SECTION I. — *Paris et jeux de Bourse.*

ART. 1^{er}. Les marchés à terme sont reconnus par la loi et doivent être exécutés comme toute convention licite.

ART. 2. Les paris ou jeux de Bourse sont frappés d'une nullité d'ordre public, comme contraires aux bonnes mœurs.

ART. 3. Est pari ou jeu de Bourse toute convention dans laquelle l'intention commune des parties est d'exclure la livraison et la réception des denrées, marchandises ou valeurs mobilières quelconques sur lesquelles elles ne traitent qu'en apparence, et de borner l'objet du contrat à une simple différence sur la hausse ou la baisse des cours.

ART. 4. Le pari ou jeu de Bourse ne se présume pas et doit être prouvé par celui qui l'allègue. La preuve peut en être faite par tous moyens de droit.

ART. 5. Sont nuls, au même titre que les paris ou jeux de Bourse, tous paiements, promesses, gages, hypothèques, cautionnements, couvertures, marges, toutes stipulations ou prestations de commissions ou de salaires et, en général, tous actes, de quelque nature qu'ils puissent être, qui ont pour cause juridique, soit le pari ou jeu de Bourse, soit la dette qui en est née.

Cette nullité ne peut être opposée au tiers de bonne foi.

L'action en répétition de ce qui a été payé ou reçu n'est recevable que pendant les deux années qui suivent le payement ou la réception.

SECTION II. — *Exploitation des jeux de hasard et de certains paris.*

ART. 6. Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 100 francs à 5,000 francs ou d'une de ces peines seulement :

Extrait de la proposition. { Ceux qui auront, sciemment et habituellement, servi d'intermédiaires pour les paris ou jeux de Bourse.
Les peines pourront être portées au double, s'il y a eu habituellement abus des besoins, faiblesses ou passions des joueurs ou parieurs.

(Nr.30)

p.3

Amendements divers.

A l'art. 2, ajouter : après les mots « aux bonnes mœurs », ceux-ci : *Il en est de même de tous autres jeux ou paris intéressés.*

A l'art. 5, ajouter : 1° à la fin de la 1^{re} ligne, après les mots « jeux de bourse », ceux-ci : « *et tous autres jeux ou paris intéressés* ». 2° A la dernière ligne, avant le mot « dette » le mot « *prétendue.* »

Baron WALTHERÉ DE SELYS LONGCHAMPS.

DISPOSITION ADDITIONNELLE.

En aucun cas, l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi.

TH. LÉGER.